

2025/

**Département de la Lozère**  
**COMMUNE DE GRANDRIEU**  
**DÉLIBÉRATION du CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 03 décembre 2025**

Membres en exercice : 15

Présents : 9

Votants : 10

Votes pour : 10

Votes contre : 0

Absentions : 0

Date de convocation : 28/11/2025

Date d'affichage : 28/11/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trois décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de M. Guy GALTIER, maire.

**Etaient présents** : Guy GALTIER - Pierre-Emile SYLVAIN - André THEROND - David LOUBIER - Gaëtan GAILLARD - Audrey DURAND - Guillaume MARTIN - CROS Tiffany - Damien AJASSE

**Secrétaire de séance** : Pierre-Emile SYLVAIN

**Absents** : Aline CHANIAL

**Excusés** : José MARTINEZ - Yoan PEREZ - Karine BRUNEL - Vincent RICHARD - Philippe MARTIN

**Procurations** : Vincent RICHARD à André THEROND

\*\*\*\*\*

03122025- Délib-21

**Objet** : Séance de cinéma pour les enfants de l'école – Fêtes de fin d'année.

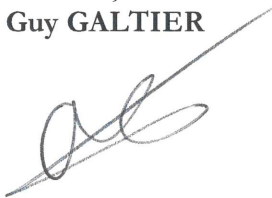
Monsieur le Maire donne lecture au Conseil municipal de la demande de l'équipe enseignante de l'école publique de Grandrieu de pouvoir offrir aux élèves de l'école une séance de cinéma de cinéco le vendredi 12 décembre afin de projeter le film Mary Anning. Le coût de la séance serait d'environ 606 euros (soit un coût de 290 euros pour la projection et un coût par enfant de 4 euros soit environ 316 euros pour 79 élèves).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

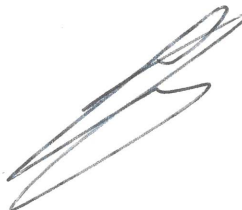
- Approuve la prise en charge par la commune du coût de la séance de cinéma,
- Autorise monsieur le Maire à payer les frais afférents à cette séance sur le compte 6232 fêtes et cérémonies du budget principal de la Commune.

Ainsi fait et délibéré à Grandrieu les jours, mois et an ci-dessus

Le Maire,  
**Guy GALTIER**



Le secrétaire de séance,  
**Pierre-Emile SYLVAIN**



Mairie Grandrieu  
**MAIRIE**  
18 déc. 2025

Le Maire certifie que la présente délibération est exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)